

# VIS MA VIE DE FONCTIONNAIRE

**Il sont près de 800.000 en Belgique à remplir les rangs des services publics. Trop ou trop peu? Paresseux et politisés pour les uns, très compétents et pas assez nombreux pour les autres, le clivage est perpétuel. Mais en réalité qui sont-ils?**

**D**égrossir le mamouth. Plus qu'une mode, une tendance lourde. Ces dernières semaines, l'élimination des fonctionnaires "excédentaires" était ainsi inscrite au cœur des stratégies de campagne des primaires de la droite française. De Fillon à Juppé, seul le nombre faisait débat: 500.000 fonctionnaires pour le premier, 250.000 pour le second.

En Belgique, au niveau wallon, l'accord du gouvernement PS-cdH en 2014 se voulait très concret: jusqu'en 2016, les départs naturels dans la fonction publique wallonne ne seraient plus remplacés qu'à raison de 1 sur 5. La bonne nouvelle pour le budget? Une économie de 10 millions. Depuis, les fonctionnaires ne sont pas tombés comme des mouches. Le ministre de la Fonction publique, Christophe Lacroix (PS), a annoncé un screening des procédures internes à l'administration. Pour lui, il est essentiel "de supprimer certains postes pour améliorer l'efficacité de l'administration... en ouvrant peut-être d'autres".

Au fédéral, déjà en 2012, sous le gouvernement Di Rupo, Hendrik Bogaert, le secrétaire d'État à la Fonction publique, souhaitait un engagement pour cinq départs. "Certains départements emploient trop de personnel et d'autres, par contre, font face à un manque." Entre 2009 et 2014, le nombre de fonctionnaires fédéraux a baissé de près de 17.000 unités, soit environ 11 % de l'ensemble du personnel. À titre d'exemple, à l'Onem, personne n'a été remplacé depuis 3 ans.

Cette amputation continue interpelle Georges Gilkinet, député fédéral Écolo: "C'est facile de "taper" sur les fonctionnaires comme le fait le gouvernement fédéral en Belgique, avec son redesign ou la réforme des pensions publiques. En effet, c'est une catégorie professionnelle qui n'a pas bonne presse parce qu'elle a le rôle un peu ingrat de veiller à l'application de la loi". Pour lui, on ne peut pas passer son temps "comme le ministre fédéral de la Fonction publique, Steven Vandeput, à dire qu'on va économiser 100 millions par an et 600 millions au bout du compte sans dire si la qualité de la

*fonction publique sera préservée... Cela ne va pas".*

Tout cela dans le contexte de la sixième réforme de l'État, avec notamment quelque 2.000 fonctionnaires fédéraux qui vont être transférés vers les Régions. "La fonction publique doit évoluer, on ne peut plus être nommé à vie dans un seul job... et il y a évidemment des fonctionnaires remarquables et il faut le dire" ajoute le député fédéral MR David Clarinval.

## PORTRAIT TYPE D'UN FONCTIONNAIRE

En 2016, sur 70.742 fonctionnaires fédéraux, on comptait 36.071 femmes pour 33.771 hommes: 19,83 % avaient entre 55 et 59 ans. L'âge moyen du Belge qui devient fonctionnaire est de 32 ans et l'âge moyen de celui qui quitte la fonction publique est de 50 ans. Principalement statutaire ou contractuel, le fonctionnaire de la fonction publique est soit de niveau A (universitaire ou enseignement supérieur de type long: travail de coordination, de conception et d'étude), niveau B (enseignement supérieur de type court: tâches de spécialisation), niveau C (enseignement secondaire supérieur: tâches logistiques, soutien administratif et activités de contrôle) et niveau D (enseignement secondaire inférieur ou aucun diplôme: soutien logistique et tâches). La proportion de chacun d'entre eux évolue fortement, selon David Clarinval, député fédéral MR. "On constate une diminution importante des fonctionnaires en 2014-2015 dans les niveaux C et D. La fonction publique est à la recherche de plus en plus de qualification pour répondre à tous les défis de notre société. La personne âgée peu qualifiée est remplacée à 60 à 80 % par du personnel jeune qualifié." Au niveau régional, en 2012, plus d'un quart (27 %) des effectifs de la fonction publique régionale disposait, au plus, d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur.

Dans une enquête récente de SD Worx, le fonctionnaire belge parle d'un travail qui n'est pas "ennuyeux" et qui "a du sens et est varié". Le point négatif est le manque de possibilités d'évolution. Pour lui, enfin, la réputation est perçue comme trop peu innovatrice et devrait être améliorée. La durée moyenne des prestations journalières à l'administration est de 8h06 minutes à savoir 7h36 complétées par la pause de midi qui s'élève à au moins 30 minutes obligatoires. →

**"DANS LES QUATRE OU CINQ ANS, DE NOMBREUX EMPLOIS SERONT DISPONIBLES."**

# LEURS GROS DÉFAUTS

## TOUJOURS MALADES

Le cliché le plus répandu est sans conteste celui de l'absence des fonctionnaires pour maladie. Cela coûte chaque année près de 20 millions d'euros aux caisses publiques (un peu plus de 10.000 agents absents). En 2015, sur 100 jours ouvrables, un fonctionnaire fédéral, en moyenne, n'a pas presté 5,98 jours de travail pour cause de maladie (hausse de 4,7 % par rapport à 2014). L'absentéisme augmente à mesure que le niveau administratif baisse (8,20 % chez les fonctionnaires de niveau D contre 3,30 % de niveau A). En Wallonie, selon Medconsult (ASBL chargée du contrôle des absences), en 2015, 3.096 certificats sont liés au burn out (1.449) ou à un syndrome dépressif (1.647). Enfin, le taux d'absentéisme de longue durée est en constante augmentation au sein du ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En 2013, 328 agents du ministère ont été absents (taux d'absentéisme de 2,93 %). En 2015, ils sont 631, soit un taux d'absentéisme de 4,62 %.

## WALLONS ET POLITISÉS

Si au fédéral la politisation de la fonction publique semble plus diluée, elle reste un vrai problème au niveau wallon et francophone. Muriel Gerkens, députée fédérale Écolo, ne le cache pas: *"Cette politisation en Région porte préjudice au travail et à la légitimité des fonctionnaires malheureusement. Au fédéral, le problème est moins prégnant parce qu'il y a plus de partis et de communautés linguistiques concernés"*. Pour Georges Gilkinet, député fédéral Écolo, un espoir demeure: *"La récente École d'administration publique doit créer l'excellence. Ceux qui ne luttent pas contre la politisation font le lit de la fin de la fonction publique"*.

## Le fonctionnaire bientôt sexy? Les 5 évolutions à suivre

### 1 UN ACTEUR INDISPENSABLE DE L'ÉTAT

Depuis les attentats, les fonctionnaires (police et armée...) ont montré leur importance pour protéger la société. Derrière ce chiffre de 800.000 personnes, des êtres humains s'investissent: 139.000 emplois au niveau fédéral, 365.000 à l'échelon des Communautés et des Régions, 294.000 à l'échelon des pouvoirs locaux... La diversité des fonctions est très importante: employé d'accueil, gardien de musée, assistant administratif, juriste, laborantin, agent pénitentiaire, personnel de cafétéria, gestionnaire des ressources humaines, ouvrier en électromécanique, en horticulture, en sylviculture, secrétaire de direction, piègeur de rats musqués, surveillant d'aéroport, kiné... *"Le fonctionnaire n'est pas la caricature d'une personne dernière son bureau qui ne fait rien. De nombreux jobs sont des emplois de terrain"* précise la députée fédérale PS Julie Fernandez Fernandez.

### 2 UN TRAVAILLEUR (DESORMAIS) ÉVALUÉ

Conformément au nouveau système d'évaluation du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les fonctionnaires nommés pourraient aussi être licenciés après deux évaluations négatives. Vu les chiffres, on n'en est encore qu'au début. Dans les services fédéraux, sur 70.742 collaborateurs, 70 d'entre eux se sont entendu dire lors d'un entretien individuel avec leur direction que leurs prestations ne répondaient pas aux exigences du service. 350 autres ont appris qu'ils devaient améliorer leur travail. Ils sont sanctionnés financièrement: leur prochaine augmentation de salaire est reportée de un an. Après 6 mois, si leurs résultats sont encore considérés comme insatisfaisants, leur licenciement est irrévocable.

Au niveau wallon, le ministre de la Fonction publique, Christophe Lacroix, a aussi mis en place une évaluation. Selon une estimation, une quarantaine d'agents se sont vu attribuer une évaluation réservée ou défavorable. En 2015, un total de 2.084 agents ont été évalués.

### 3 DES EMPLOIS DISPONIBLES

Vider la fonction publique est sans conteste le rêve de certains. Dans la réalité toutefois, des engagements ont et vont encore avoir lieu: finances, justice, fiscalité, santé, chemins de fer et personnes handicapées notamment. En 2012 déjà, le secrétaire d'État Hendrik Bogaert affirmait que *"pour les informaticiens le non-remplacement pourrait poser un vrai problème"*. *"Aujourd'hui, le travail de fonctionnaire est plus que jamais un métier d'avenir, selon Clarinval, député fédéral MR. Dans les 4-5 ans, il y a de gros défis à relever avec la tranche d'âge 55-65. De nombreux emplois seront disponibles."* Pour Georges Gilkinet, député fédéral Écolo, *"quand on supprime par milliers des postes au sein de l'administration fiscale, il ne faut pas s'étonner ensuite de voir les recettes de l'État diminuer de façon constante. C'est un mauvais calcul"*. Pour lui aussi des engagements doivent avoir lieu: *"En justice... notamment au niveau des parquets financiers. Le nombre de dossiers de criminalité financière qui n'aboutissent pas est réellement impressionnant. Comme d'autres secteurs de la fonction publique (soins de santé, chemins de fer...), elle mériterait plutôt un réinvestissement!"*

De son côté, Muriel Gerkens, députée fédérale Écolo, pointe les aberrations lorsque *"les coupes humaines"* ne sont pas réfléchies, comme à l'administration des Finances: *"Les ordinateurs sortent les dossiers qu'il faut contrôler mais ce ne sont pas nécessairement les plus intéressants. Des fonctionnaires en trouvent d'autres plus utiles... mais ils ne peuvent traiter les dossiers qu'ils trouvent... qu'après ceux que les ordi-*

nateurs ont identifiés”.

#### 4 TÉLÉTRAVAIL ET FORMATION

Dans la fonction publique, pour poursuivre la modernisation, l'investissement passe par le télétravail et la formation notamment. Au fédéral, le télétravail prend une proportion sans cesse croissante: *“Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, 18.285 fonctionnaires fédéraux ont opté pour le télétravail et ne se déplaceraient plus que un à trois jours par semaine pour aller travailler au bureau. Ils n'étaient encore que 1.790 voici cinq ans”* précise David Clarinval, député fédéral MR.

De son côté, le ministre wallon Christophe Lacroix croit beaucoup à la formation continue des fonctionnaires avec l'EAP-wb, une plateforme de gestion des formations depuis juin 2016. Il y a urgence parce que certains travailleurs restent sans formation comme le reconnaît un grand patron de l'administration wallonne: *“Je dois encore utiliser des personnes qui ne faisaient que transporter du courrier d'un étage à l'autre. À présent, avec l'informatisation, nous n'avons plus besoin de ce type de profil et ils ne sont plus en état d'être formés. Il ne leur reste que quelques mois ou années avant la pension”*.

Une harmonisation des formations entre le fédéral et les Régions est aussi urgente. Sur le terrain, des voix s'élèvent, comme celle d'un responsable de l'Onem à Namur: *“Des attestations traitées en trois jours à l'Onem sont gérées en 11 jours au Forem. Il y a donc encore un vrai problème d'efficacité à ce niveau”*.

#### 5 UN COÛT OU PAS?

Le débat sur le coût de la fonction publique est réel. La députée fédérale PS Julie Fernandez Fernandez insiste sur cet aspect: *“Le service public représente un coût mais permet aussi d'amortir des crises comme celle de 2008. L'important c'est d'avoir un meilleur service public... et pas moins de service public”*.

Pour Muriel Gerkens, députée fédérale, *“il s'agit plus d'un objectif de moyens qu'un objectif de résultat. On sent surtout que depuis des décennies la fonction publique a été mal gouvernée. Mais cela, de nombreux fonctionnaires n'y peuvent rien”*. Pour elle, la fonction publique produit de la richesse (les fonctionnaires des Finances) et aussi une richesse non marchande. Enfin, la tentation est grande de privatiser la fonction publique: *“Les externalisations renvoient la facture au*

*citoyen. Cela coûte toujours plus cher à terme”* affirme la députée fédérale PS Julie Fernandez Fernandez.

✘ Vincent Liévin

**“VU QU'ILS SONT MAL-  
AIMÉS, C'EST TRÈS FACILE  
DE “TAPER” SUR LES  
FONCTIONNAIRES.”**